

4ème Congrès de l'Association belge de Science politique - Communauté française
Université catholique de Louvain-la-Neuve, 24-25 avril 2008
« Science politique et actualité : l'actualité de la science politique »

Atelier 2 : *Conflits redistributifs et égalitaires : des objets invisibles pour l'actualité ?*

Contribution de Geoffrey GEUENS (Chargé de cours à l'ULg)

Etat Vs Marché, une illusion reçue

Intellectuels médiatiques, discours journalistiques et hégémonie

Celui qui s'intéresse au discours socio-économique ne peut manquer d'être frappé par l'abondance des travaux de vulgarisation, colloques scientifiques et polémiques politiques en tout genre que suscite aujourd'hui les phénomènes de « mondialisation » du pouvoir. Des déclarations d'intentions gouvernementales jusqu'aux bilans financiers des entreprises multinationales, des opuscules militants des porte-parole de la nouvelle « société civile » aux injonctions de la Banque mondiale, tous ces discours se renforcent mutuellement, évoquant chacun à leur tour les conséquences directes de cette réalité inédite que constituerait la « globalisation » de l'économie. Et ceci, au prix d'une surenchère médiatique qui n'est pas sans rappeler, toutes proportions gardées, la prédiction improbable – ou tout au moins prématurée – d'une économie en réseaux.

Si les articles de presse et essais semi savants ne se comptent ainsi plus¹, au point que même le spécialiste a du mal à en faire le tour, l'hypertrophie du phénomène tranche pourtant singulièrement avec le sentiment diffus d'une fermeture du débat. Universalisme abstrait, au pouvoir comme dans l'opposition « citoyenne », confusion rhétorique des « pro » et des « anti », ton volontiers prophétique pour les publicitaires des temps nouveaux, habilement dissident pour les tenants d'une vision crépusculaire, il ne manque pas de signes témoignant de ces allégeances multiples à la *doxa*. L'apparente abondance des travaux relevant de ce qu'il est convenu d'appeler les *global studies* s'avère ainsi singulièrement trompeuse. Une lecture minutieuse et systématique de ces travaux et de la grande presse permettrait, en effet, d'indiquer une relative homogénéité des propos, balisés par un nombre très limité de thématiques, constituées en autant de *topoi* du genre, lesquels *topoi* tirent, très classiquement, l'essentiel de leur force de persuasion autant de leur réitération que du statut de ceux qui les endossent.

Il convient donc d'appréhender la « mondialisation » comme le révélateur d'un discours social global entendu, avec Marc Angenot, comme complexe « cacophonique et redondant à la fois » d'expressions et d'idées reçues « qui, dans une société donnée, organisent le *dicible* – le narrable et l'opposable »². On comptera ainsi au nombre de ces topiques : l'affaiblissement voire la disparition de l'Etat-nation ; la soumission du politique à l'économique – avec comme présupposé leur artificielle dissociation – ; la domination sans faille d'une idéologie ultra, néo ou, plus classiquement, libérale ; la disparition de la classe dominante au profit de flux financiers « sans visages », l'avènement de « transnationales » mondiales à l'actionnariat géographiquement éclaté et au management apatride, ou encore la condamnation d'un capitalisme « parasitaire », celui des fonds de pension anglo-saxons et la reconnaissance, *a contrario*, d'un capitalisme « sain », celui de l'industrie, des biens et services.

¹ Ainsi, selon Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, auteurs d'une étude sur *L'Altermondialisme en France* (Flammarion, 2004), les seuls quotidiens *Le Monde* et *Libération* auraient consacré ensemble, en 2002, plus de 1500 articles référenciant le terme de « mondialisation » contre un peu plus de 200 au milieu des années 1990.

² Marc Angenot, *1889. Un état du discours social*, Longueuil-Québec, Editions du Préambule, 1989, pp. 13-14.

Les positions politiques en présence – du moins celles qui trouvent un écho favorable dans les grands médias – semblent dès lors moins contrastées qu’il n’y paraît de prime abord entre « altermondialistes » et ceux que ces derniers nomment maladroitement « maîtres du monde », les premiers prenant le plus souvent le simple contre-pied de leurs opposants, sans remettre en cause les présupposés d’une pensée de pouvoir dont ils ne cessent, par ailleurs, de vitupérer le caractère tyrannique. C’est dans ce « nœud gordien d’idéologèmes intriqués – en stricte logique contradictoires parfois – mais [...] coopérants »³ que nous pourrions donc, en nous inspirant toujours de la démarche d’un Marc Angenot, reconstruire le *sociogramme* global de la mondialisation en tant que discours idéologique ou, pour être plus précis, hégémonique, et cela au sens pleinement gramscien du terme. Ce discours social devra alors être considéré comme l’indice d’une hégémonie socio-politique – entendue comme « ensemble complexe des règles prescriptives de diversification des dicibles et de cohésion, de coalescence, d’intégration »⁴ – et non comme le simple et mécanique reflet d’une improbable idéologie dominante néolibérale.

Les objectifs et limites impartis à la présente contribution ne nous permettant pas d’étudier de façon exhaustive la masse, toujours croissante, des écrits et productions journalistiques consacrés à la « mondialisation », nous avons néanmoins construit un imposant corpus d’ouvrages et d’articles de presse qui seront cités pour alimenter la réflexion et démontrer leur caractère doxique. Afin d’établir la présence de lieux communs partagés au-delà des frontières nationales et par delà des discours *a priori* opposés idéologiquement, nous avons choisi, pour la presse française et la presse belge francophone, des fragments discursifs tirés, tantôt des principaux quotidiens et hebdomadaires dominants relevant de l’information générale, tantôt de publications associées au mouvement « altermondialiste » ou, au contraire, proches du monde des affaires et ouvertement libérales. En ce qui concerne les ouvrages relevant des *global studies*, nous avons sélectionné un ensemble largement représentatif d’ouvrages publiés ces quinze dernières années. Ceux-ci ont été choisis pour certains sur base de l’appréciable publicité dont ils ont fait l’objet, pour d’autres, sur base de leur caractère particulièrement stéréotypé. Ici aussi, par souci de pluralisme et afin de montrer la persistance de ces idées reçues traversant des registres disciplinaires divers, nous avons fait place tant aux publications semi savantes identifiables à l’essai journalistique, au pamphlet militant ou encore à la littérature managériale libérale qu’aux écrits les plus sérieux relevant de la philosophie politique, de la sociologie, de la politologie ou encore de l’économie.

Le choix de circonscrire la représentation dominante de la « mondialisation » à partir d’ouvrages semi savants et d’articles de presse n’est pas arbitraire dans la mesure où nous considérons, avec le Club Merleau-Ponty, que la *doxa* d’une époque doit, avant tout, être vue comme « l’effet de la rencontre de logiques diverses, en partie autonomes, travaillant différentes sphères de la société et tout particulièrement le champ politique, la haute technocratie, le monde patronal, l’univers des médias et le petit groupe des *intellectuels médiatiques* »⁵.

L’unité de pensée, que nous reconstruirons, n’exclut donc pas, bien au contraire, l’existence d’une diversité limitée des points de vue sur la « mondialisation ». La dynamique historique de reproduction de l’hégémonie, jamais figée, nécessite en effet l’intégration en son sein de certaines des préoccupations de ceux qui, occupant l’entre-deux social, assurent, le plus souvent à leur insu, le renouvellement du consensus sur une base commune jamais interrogée. C’est pourquoi la dénonciation du seul

³ *Id.*, p. 103.

⁴ *Id.*, p. 16.

⁵ Club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée. Quinze Idées reçues qui bloquent le débat public*, Paris, La Découverte, 1998, p. 6.

« néolibéralisme » – aussi hérétique qu'elle puisse apparaître – ne peut, en aucun cas, être assimilée à une analyse scientifique et critique du capitalisme réel.

Loin donc de se limiter à un phénomène de mode savamment entretenu, la persistance de certaines idées reçues contribue, au contraire, à porter au jour ce dont ces représentations constituent l'expression euphémisée – à savoir, en l'occurrence, les lieux communs et stéréotypes ordinairement associés à l'Etat et, plus spécifiquement, aux liens que ce dernier entretient avec le monde des affaires pudiquement qualifié de « marché ».

Dispersion, dissolution et disparition du pouvoir

Le discours médiatique et semi savant sur la globalisation néolibérale est ainsi voué à paraître à la fois éclaté et cohérent. Eclaté en ce qu'il conglomère les approches d'auteurs divergeant sur la nature et le rythme d'évolutions perçues cependant, le plus souvent à l'unisson, comme irréversibles. Cohérent en ce que ces mêmes discordances n'excluent nullement l'existence d'un accord, au moins tacite, sur la disparition des anciens référents, au premier rang desquels figure le triptyque « propriété-classes-domination ». Il s'impose dès lors, pour un Alain Touraine, d'accepter « comme point de départ de l'analyse cette destruction de toutes les catégories □ sociales□, depuis les classes sociales et les mouvements sociaux jusqu'aux institutions ou aux □ agences de socialisation□ »⁶. Une thèse que partage, dans ses grandes lignes, Manuel Castells – spécialiste du réticulaire et ancien conseiller du groupe Telefonica⁷ – pour lequel certaines de nos interrogations fondamentales ne trouveraient plus de réponse claire et tranchée :

Qui sont les propriétaires, qui sont les producteurs, qui sont les dirigeants et les dirigés ? Toutes ces distinctions se brouillent dans un système de production à géométrie variable, fait de travail d'équipe, de mise en réseau, de délocalisation et de sous-traitance.⁸

Pour certains, le pouvoir est, au contraire, synonyme de débordement, d'éclatement, d'émiettement. Entre « dispersion du pouvoir »⁹ (Francis Fukuyama) et « infinité de microdécisions individuelles incontrôlables »¹⁰ (Bernard Cassen), la mondialisation peut se conjuguer, d'une certaine « gauche radicale » jusqu'au néo-conservatisme républicain, sous le mode de la dispersion et du déclin de toute centralité. D'autres, plus audacieux, évoquent le pouvoir au passé. Depuis sa crise – maintes fois prédite mais jamais vérifiée – jusqu'à sa dissolution, en passant par son invisibilité, l'autorité se définit alors au négatif. Qu'elle soit introuvable, chez Ignacio Ramonet¹¹ et Kenichi Ohmae¹² ou, plus simplement encore, « partout et nulle part »¹³, pour Alain Touraine, l'autorité centralisée semble avoir fait son temps. Ces représentations demeurent pourtant prisonnières d'une idée reçue, idéologiquement déterminée, celle de l'illisibilité des formes actuelles de pouvoir, signe de complexité pour les uns, d'absence pour les autres.

⁶ Alain Touraine, *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2005, pp. 10-11.

⁷ Ancien conseiller de Telefonica, le sociologue Manuel Castells a été membre du groupe d'experts de la Commission européenne sur la Société de l'Information (1995-1997), présidée par le commissaire Martin Bangemann devenu, par la suite, administrateur de Telefonica

⁸ Manuel Castells, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard, 1998, p. 531.

⁹ Propos recueillis par Pierre Lefèvre, « Francis Fukuyama : entretiens singuliers à Davos (IV) », *Le Soir*, 7 février 2000, p. 2.

¹⁰ Propos recueillis par Philippe Manière, « Bernard Cassen : □ Limitons le droit de propriété□ », *L'Expansion*, 13 septembre 2001.

¹¹ Ignacio Ramonet, *La tyrannie de la communication*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio actuel », 2001, p. 70.

¹² Kenichi Ohmae, *The End of the Nation State : The Rise of Regional Economies*, Londres, Harper-Collins, 1995.

¹³ Alain Touraine, *Lettre à Lionel, Michel, Jacques, Martine, Bernard, Dominique... et vous*, Paris, Fayard, 1995, p. 38.

Enfin, certains n'hésitent pas à jouer sur les deux tableaux, convoquant simultanément les imaginaires de la dissémination et de la dissolution. Il en est ainsi d'Antonio Negri et Michael Hardt dont l'ouvrage *Empire*, hâtivement présenté comme un monument de la philosophie politique contemporaine, est devenu en quelques mois seulement l'incontournable référence d'une certaine forme d'altermondialisme. Les auteurs y proposent une définition du pouvoir entendu comme « *u-topia* », « *non-lieu* », présent « à la fois partout et nulle part »¹⁴, authentique « site où s'exercent les fonctions de contrôle hybrides de l'Empire »¹⁵.

Rhétorique du « neuf », solennité du verbe et ton aisément missionnaire, pour la forme ; déterminisme technologique, banalité du propos et prédictions visionnaires, pour le fond ; voilà donc, en première analyse, quelques-uns des éléments définitoires de l'essai semi savant contemporain sur la globalisation. Cet idéal-type ressemble à s'y méprendre à une (ultime ?) réminiscence de la pensée post-moderne où la contingence se joue de l'immanence, l'influence du pouvoir et le réseau de la structure. Ce dernier, élevé au rang de paradigme, est inséparablement lié à la mondialisation dont il incarne, par excellence, la venue. Pierre Musso et David Forrest ont résumé les idéologies du réseau et de la globalisation en une image : celle du filet de pêche. Qu'il attrape « les solides et laisse filer les fluides »¹⁶ ou qu'il capture « dans les mailles de son filet les organisations déconnectées »¹⁷, le réseau annonce le retrait programmé des institutions. Jacques Attali l'a déclaré à *Libération* : « le politique disparaîtra » et avec lui sa figure historique, l'Etat-nation souverain¹⁸.

L'opposition Etat/Marché, une illusion devenue idéologie

De toutes les oppositions qui structurent la pensée dominante sur la globalisation, celle de l'économique et du politique est assurément la mieux partagée, la plus tenace et, pourtant, la plus discutable. Topique « occultée par la vivacité même des débats »¹⁹, la dissociation de l'économique et du politique est également véhiculée par le discours médiatique. Ainsi, alors que Pierre Lefèvre, alors rédacteur en chef du *Soir*, de retour de Davos, fait part de ses inquiétudes quant aux marges de manœuvre laissées au politique (« Personne ne sait aujourd'hui avec précision ce qui restera demain de la compétence des gouvernements »²⁰), le chroniqueur néo-keynésien du même quotidien se veut, quant à lui, plus catégorique, décrivant ce qu'il nomme le « confinement du politique par l'économique »²¹. Une certitude que l'on retrouve sous la plume du responsable de l'hebdomadaire financier belge *Trends Tendances* pour lequel « les politiques [...] sont impuissants. »²² En France, ce lieu commun assure également une certaine continuité et homogénéité entre les grands journaux et magazines. Quand Thomas Ferenczi, dans un article au titre évocateur²³, dénonce la toute-puissance de l'économie triomphante, Philippe Cohen lui emboîte le pas, dénonçant le fait que « l'argent, qui représentait un

¹⁴ Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Editeur, 2000, p. 239.

¹⁵ *Id.*, p. 387.

¹⁶ Pierre Musso, « La symbolique du réseau », dans *Quaderni*, n° 38, printemps 1999, p. 70.

¹⁷ David Forest, *Le prophétisme communicationnel. La société de l'information et ses futurs*, Paris, Syllepse, 2004, p. 164.

¹⁸ Propos recueillis par Florent Latrive et Laurent Mauriac, « □ L'Etat souverain est déjà fini. □ », dans *Libération*, 12 juin 1998.

¹⁹ Marc Angenot, *1889. Un état du discours social*, Longueuil-Québec, Editions du Préambule, 1989, p. 25.

²⁰ Pierre Lefèvre, « Le Forum de Davos est terminé. La mondialisation provoque une révolution politique. », *Le Soir*, 4 février 1998, p. 6.

²¹ Jean Sloover, « Où va le libéralisme ? Comment le protéger contre lui-même à l'heure où il n'y a plus d'adversaire crédible ? », *Le Soir*, 13 mars 1998, p. 7.

²² Henri Dupuis, « José Bové », *Trends Tendances*, 29 juin 2000.

²³ Thomas Ferenczi, « Le pouvoir politique est-il encore au pouvoir ? », *Le Monde*, 20 juillet 2000, p. 12.

pouvoir, est en train de devenir LE pouvoir.»²⁴ Il faut bien alors se rendre à l'évidence : « la politique a disparu »²⁵, ce n'est plus « le pouvoir politique qui décide. Il n'agit qu'à la marge. Et encore ! »²⁶.

Si la disjonction de l'économique et du politique se décline sous la forme de figures antinomiques consacrées par le sens commun – parmi lesquelles les dichotomies gouvernement/entreprise ou public/privé – c'est incontestablement aujourd'hui l'antagonisme de l'Etat et du marché qui sert de cadre de référence aux nombreuses controverses sur la globalisation²⁷. A gauche comme à droite, le constat est identique : la mondialisation « détruit l'Etat-nation »²⁸, érode son « pouvoir économique »²⁹ et « sonne le glas » de sa « puissance »³⁰. Bref, qu'il soit « remplacé par le marché »³¹, « englouti par l'automate mondial »³², « hors jeu »³³, « affaibli »³⁴ « voire impuissant »³⁵, l'Etat-nation souverain n'a plus son mot à dire. Véritables sources « d'érosion » de son « pouvoir économique »³⁶, la mondialisation marchande et « les nouveaux pouvoirs financiers, plus puissants que la plupart des Etats – c'est du moins ce qu'on ne cesse de nous répéter – bénéficieront de capacités d'intervention sur les marchés que les nations, elles, ont déjà perdues »³⁷. Kimon Valaskakis, futurologue et ancien ambassadeur du Canada auprès de l'OCDE, l'a déclaré au *Soir* : « Les Etats semblent bien démunis face à la mondialisation de l'économie, au changement climatique et au réseau Internet. »³⁸ Antonio Negri renchérit dans *Le Nouvel Observateur* : « La structure de l'Etat-nation n'a plus le moindre sens désormais. »³⁹

On l'a compris. L'Etat apparaît bel et bien comme littéralement dominé, pour ne pas dire défait, par l'irréversible ascension d'un marché mondial réticulaire et tentaculaire aux contours encore flous. Les croisés de l'*e-government* et autres prophètes prospectivistes – étroitement liés aux industries de l'électronique et des médias – partagent d'autant plus cette représentation utopique que les autoroutes de l'information sont encore largement embryonnaires et que seul « l'effet d'annonce », comme le dit Armand Mattelart, « peut faire croire que les moyens de vaincre la □ centralité □, la □ territorialité □ et la □ matérialité □ régissent déjà la planète et ont gommé de sa surface Etats-nations, idéologies et clivages sociaux »⁴⁰.

²⁴ Philippe Cohen, « Enquête sur le nouveau roi du monde : l'argent. », *Marianne*, 3-9 juillet 2000, pp. 14-22.

²⁵ E.L., « L'Intifada des antimondialistes. », *Marianne*, 16-22 juillet 2001, pp. 13-16.

²⁶ F.D., « Les vrais maîtres de la France. », *Marianne*, 2-8 août 1999, pp. 51-52.

²⁷ La dichotomie de l'économie et du politique ou du marché et de l'Etat a déjà été dénoncée en son temps par Daniel Verres comme l'un des éléments centraux de la mythologie bourgeoise. On lira de cet auteur et sur ces questions *Le discours du capitalisme*, Paris, Editions de L'Herne, 1971.

²⁸ Serge Latouche, « La mondialisation démythifiée », dans Edward Goldsmith et Jerry Mander (sous la direction de), *Le procès de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2001, p. 22.

²⁹ Jean Sloover, *Manuel de survie à la pensée unique*, Bruxelles, Labor/Espace de libertés, 2001, p. 20.

³⁰ Joëlle Milquet, *L'humanisme démocratique. Un projet qui parle au cœur et à l'âme des gens*, Bruxelles, Luc Pire, 2002, p. 15.

³¹ Jacques Julliard, « Eloge d'un sociologue », *Le Nouvel Observateur*, 18 février 1999.

³² Manuel Castells, « La mondialisation, l'automate et le navigateur », *Le Soir*, 17 février 1999, p. 2.

³³ Propos recueillis par Philippe Cohen, Emmanuel Lévy et Laurent Neumann, « Alain Minc face à José Bové », *Marianne*, 4-10 février 2002, pp. 56-59.

³⁴ Laurent Fabius, « Le nouvel âge de l'Etat », *Le Monde*, 23 février 2000, p. 1.

³⁵ Laurence van Ruymbeke, « Le village planétaire », *Le Vif/L'Express*, 9 mars 2001.

³⁶ Jean Sloover, « Les métamorphoses de l'Etat. Décalage croissant entre marché et décision politique », *Le Soir*, 11 août 2000, p. 6.

³⁷ Jean-François Kahn, « Quand l'hyperbanque prend le pouvoir. », *Marianne*, 15-21 mars 1999, p. 6.

³⁸ Propos recueillis par Cyrus Paques, « Un gouvernement mondial inévitable. Kimon Valaskakis, prospectiviste », *Le Soir*, 17 février 1999, p. 3.

³⁹ Propos recueillis par *Le Nouvel Observateur*, « Toni Negri : □ Le vrai drame de l'Europe, c'est la gauche □ », *Le Nouvel Observateur*, 19 septembre 2002.

⁴⁰ Armand Mattelart, « La □ société de l'information □. Utopies et réalités », dans Pascal Durand (éd.), *Médias et censure. Figures de l'orthodoxie*, Liège, Editions de l'Université de Liège, 2004, p. 114.

Dénoncer l'idéologie dominante mais en reproduisant l'hégémonie

Pour les altermondialistes, le recul de l'autorité publique s'apparenterait plutôt à une régression sociétale sans précédent. Loin d'éprouver le même enthousiasme que leurs opposants, ils partagent néanmoins avec ces derniers le constat du désengagement de l'Etat du « libre jeu » de l'économie de marché. Se fourvoyant « dans l'aporie du jeu à somme nulle entre l'Etat et la mondialisation (ou entre l'Etat et le marché) »⁴¹, pour reprendre l'expression chère à Jean-François Bayart, les critiques virulents des multinationales ont oublié cette leçon de Fernand Braudel : « Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'Etat, qu'il est l'Etat. »⁴² La dissociation du pouvoir économique et du pouvoir politique est, à bien y regarder, porteuse d'une double illusion.

D'une part, refusant de prendre en considération le rôle de l'Etat dans la dynamique de reproduction globale du capital et, plus particulièrement, les effets structurants du politique sur les logiques socio-économiques, elle procède de l'autonomisation, conventionnelle mais imaginaire, du politique. Signe de l'hégémonie de la philosophie politique libérale, elle n'implique pas, comme l'affirment fort justement Amable et Palombarini, « la disparition des rapports de domination, mais leur simple dissimulation. »⁴³

D'autre part, cette séparation, endossée par les altermondialistes, donne crédit au thème de l'autonomisation de l'économique, véritable clef de voûte de la pensée classique. Fétichisé, le marché s'y présente alors « comme une forme quasi divine aux arrêts sans appel. »⁴⁴ Quant à sa diabolisation, elle n'est rien d'autre, dit Jean-Pierre Le Goff, que « l'exacte contrepoint de l'idéologie libérale, l'autre face d'un économisme et d'un technicisme »⁴⁵ auquel s'associent les deux parties. Michel Kail a parfaitement résumé la pensée dominante sur la globalisation en ces mots :

Une économie absolutisée qui se voit accorder le statut de l'être en soi et une politique perturbatrice du bel ordonnancement économique, malfaisante pour l'un, appelée de ses vœux par l'autre. [...] L'essentiel de la thèse dénoncée étant en fait concédé, la charge critique s'essouffle et ne reprend haleine qu'en s'accordant une pose d'indignation morale.⁴⁶

Le constat de la soumission du politique à l'économique étant établi, reste à en préciser les motifs, contours et modalités. Nous pouvons, sur la base de la littérature étudiée, identifier deux figures explicatives majeures de cette improbable disjonction : l'apparente dissociation du territoire politique national et de l'économie globale déterritorialisée ; et l'influence grandissante des lobbies d'affaires – véritables « bourreaux » – sur des gouvernements présentés comme « victimes ».

Le pouvoir grandissant du « marché » : politiques territoriales vs flux économiques globaux

L'idée d'un hiatus entre territoire politique national et réseaux déterritorialisés semble bien, elle aussi, faire l'unanimité. Des représentants d'Attac jusqu'aux spéculateurs de Wall Street en passant par les intellectuels de la « troisième voie » et les essayistes du

⁴¹ Jean-François Bayart, *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*, Paris, Fayard, 2004, p. 23.

⁴² Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985, p. 68.

⁴³ Bruno Amable et Stefano Palombarini, *L'économie politique n'est pas une science morale*, Paris, Raisons d'Agir, Coll. « Cours et Travaux », 2005, p. 10.

⁴⁴ Jacques Sapir, *Les économistes contre la démocratie. Les économistes et la politique économique entre pouvoir, mondialisation et démocratie*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 151.

⁴⁵ Jean-Pierre Le Goff, *La démocratie post-totalitaire*, Paris, La Découverte, 2003, p. 175.

⁴⁶ Michel Kail, « Economie et politique », dans *Les Temps Modernes*, n° 597, janvier-février 1998, pp. 54-55.

cyberspace, les mots ne manquent pas pour témoigner de ce nouveau lieu commun. Le décrochage géographique de flux financiers déchaînés affranchis d'un Etat-nation enraciné dans ses vieilles frontières serait donc à l'origine de l'évidente incapacité de ce dernier à contrôler les mouvements d'une sphère marchande globalisée.

Pour Michael Hardt et Toni Negri, l'Etat « a de moins en moins de pouvoir pour réguler ces flux et imposer son autorité sur l'économie. »⁴⁷ Si la souveraineté travaille ainsi au « quadrillage du champ social », le capital opère, au contraire, « sur le plan de l'immanence, par l'intermédiaire de relais et de réseaux de rapports de domination, sans référence à un centre transcendant de pouvoir. »⁴⁸ L'« Empire » est, avant toute chose, un « appareil *décentralisé et déterritorialisé* de gouvernement »⁴⁹. Et c'est bien, pour Manuel Castells, les réseaux qui en finissent avec « l'Etat souverain, national. »⁵⁰ Si Ulrich Beck, conseiller du SPD, ne parle pas, quant à lui, de réseaux mais de « méta-pouvoir » de l'économie, il épouse toutefois l'idée que celle-ci « n'est *liée à aucun lieu*, ce qui lui permet de maximiser un type de domination exterritoriale qu'elle fait valoir face à la puissance étatique territorialisée. »⁵¹

Comme l'a montré Pierre Musso, l'ultime conséquence de ces représentations sociales dominantes est bien « d'évacuer le politique et sa forme étatico-nationale, en valorisant la circulation généralisée des flux. »⁵² Au prix d'une indiscutable entorse à la réalité, cette neutralisation symbolique, lourde de conséquences théoriques, appelle son corollaire : la mise en exergue de la soumission de l'Etat sous la férule des réseaux affairistes, marchés financiers et entreprises « transnationales » apatrides.

Si ce leitmotiv est aujourd'hui scandé, nous allons le voir, sur tous les tons et dans tous les registres, il semble bien être avant tout le fait de la mouvance altermondialiste. Attac reprend à son compte cette analyse, les prises de position publiques de l'organisation se révélant souvent n'être que de tranchants réquisitoires à l'encontre du pouvoir des *big corporations*. Son président définit d'ailleurs la mondialisation comme « un processus planétaire dont les acteurs et les bénéficiaires sont essentiellement les transnationales et les marchés financiers »⁵³, indifférents aux résultats électoraux⁵⁴. Pour Ignacio Ramonet, c'est bien au brutal affrontement du marché et de l'Etat que nous assistons actuellement⁵⁵. Et ceci dans la mesure où les pouvoirs privés, dominant le politique, forment à entendre Viviane Forrester, « une sorte de nation qui, hors de tout sol, de toute institution gouvernementale, commande sans cesse davantage »⁵⁶. Dès lors, le déclin de l'autorité s'identifie au seul bénéfice de la grande société⁵⁷ qui, capable d'imposer sa « volonté aux Etats »⁵⁸, « ligote et emprisonne les gouvernements. »⁵⁹

⁴⁷ Michael Hardt et Antonio Negri, *op.cit.*, p. 16.

⁴⁸ *Id.*, p. 396.

⁴⁹ *Id.*, p. 17.

⁵⁰ Dialogue avec Jacques Attali dans le supplément « Multimédia » du journal *Libération* du 12 juin 1998.

⁵¹ Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Flammarion, département Aubier, 2003, p. 267.

⁵² Pierre Musso, « La symbolique du réseau », dans *Quaderni*, n° 38, printemps 1999, p. 86.

⁵³ Propos recueillis par Jean Daniel, « Réinventer la gauche », *Le Nouvel Observateur*, 6 juin 2002.

⁵⁴ Cette idée est également présente chez Ulrich Beck. Ainsi, la préface de *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* est surmontée de la citation suivante, tirée, selon l'auteur, d'une banderole de manifestants : *Ceux que nous avons élus n'ont aucun pouvoir. Et ceux qui ont le pouvoir, nous ne les avons pas élus*. Un propos qui trouvera écho dans le constat désenchanté et fataliste de l'ex-Premier ministre espagnol Felipe Gonzales cité par Beck : « Nous [les socio-démocrates] sommes presque partout au gouvernement en Europe mais nous ne sommes pas au pouvoir. » (p. 336).

⁵⁵ Ignacio Ramonet, « Le cinquième pouvoir », *Le Monde diplomatique*, octobre 2003, pp. 1 et 26.

⁵⁶ Viviane Forrester, *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1996, pp. 37-38.

⁵⁷ Dominique Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003, p. 24.

⁵⁸ ATTAC, « De la gouvernance ou la constitution politique du néo-libéralisme », 21 mai 2001. (<http://www.attac.fr/a832>).

⁵⁹ Ignacio Ramonet, *Géopolitique du chaos*, Paris, Gallimard, Coll. « Folio actuel », 1999, p. 10.

Cette soumission des gouvernements à la « dictature » supposée des financiers relève bien, pour reprendre la formule de Jean-Pierre Le Goff, d'une « fantasmagorie du pouvoir »⁶⁰. Circonscrivant la pensée, dominante comme altermondialiste, aux limites d'un économisme, tantôt triomphant, tantôt inconscient, elle est également au centre de la représentation ordinaire mais trompeuse de ce qu'il est convenu d'appeler le lobbying.

Lobbying : les « multinationales » contre l'Etat... tout contre

Le discours social autour des lobbies d'affaires balance généralement entre deux types de position apparemment contradictoires. Pour les uns, intellectuels et journalistes orthodoxes rejetant la « *théorie du complot* » dans laquelle seraient enfermés les « *extrémistes* » de tous bords, la *Table ronde des industriels européens* (ERT), LE lobby des affaires par excellence, ne serait rien d'autre qu'un comité de sages détenteur d'une influence indéniable, mais bien plus limitée qu'on ne le dit, le « *on* » en question désignant, dans ce cas, les courants « *populistes* » opposés aux « *évolutions salutaires et inéluctables* ». Dans cette perspective, l'aveuglante parenté des propositions émises par le monde des affaires et des résolutions adoptées par la Commission – que l'on songe, par exemple, à l'instauration des marché et monnaie uniques, revendications historiques de l'ERT – trouverait essentiellement son origine dans le bien-fondé des analyses de la *Table ronde*. Que ses dirigeants « *appellent à un sursaut politique* » (*Les Échos*, 03/09/1991), qu'ils « *s'inquiètent de l'inadaptation du système de formation européen à l'évolution technologique* » (*Le Monde*, 24/03/1989) ou qu'ils « *invitent l'Union européenne à ne pas retarder [les mesures d'élargissement à l'Est]* » (*Le Figaro*, 05/03/1999), le constat est résolument identique : l'ERT *recommande* mais ne *commande* pas. Chaque mot a son importance.

Pour les plus critiques, les réformes néolibérales endossées à leur corps défendant par les autorités publiques témoigneraient, au contraire, de l'asservissement bien réel de ces dernières aux forces du marché. Virus travaillant au corps sain du politique, les groupes de pression, réseaux d'influences et agents corrupteurs des multinationales s'identifieraient alors à de véritables parasites perturbant le bel ordonnancement dont était garant l'État providence, bien mal nommé par ailleurs. On peut ainsi lire dans une brochure éditée par le mouvement ATTAC que « *tous [les gouvernements] subissent la même influence* » et que « *cela en dit long sur ceux qui dirigent réellement l'Union européenne*.⁶¹ » Joseph Stiglitz, égérie altermondialiste mais aussi conseiller international de Renault-Nissan, ne dit rien d'autre en dénonçant à son tour ces grandes compagnies qui « *s'immiscent dans le processus de décision politique*⁶² ».

Il ne s'agit plus, dès lors, que de dénoncer l'existence d'une coalition affairiste procédant au démantèlement « *des gouvernements nationaux* »⁶³, le laminage des « *Etats [...] au profit des pouvoirs privés mondiaux* »⁶⁴ ou, enfin, la toute-puissance d'oligopoles multinationaux « *plus importants que les Etats*. »⁶⁵ Si pour Michael Hardt et Antonio Negri, « *l'Etat a été vaincu et les sociétés gouvernent à présent la terre !* »⁶⁶, d'autres auteurs soulignent « *l'aggravation et la confrontation entre le capital et la politique* »⁶⁷. Jean-Paul Fitoussi,

⁶⁰ Jean-Pierre Le Goff, *La démocratie post-totalitaire*, Paris, La Découverte, 2003, p. 135.

⁶¹ Attac-Bruxelles, *L'Europe de la Table ronde. L'avenir de l'Europe*, Bruxelles, Serge Cols (éd. responsable), 2001, p. 27.

⁶² Propos recueillis par Vincent Jauvert, « Joseph E. Stiglitz : "Pourquoi le capitalisme a perdu la tête" » (*Le Nouvel Observateur*, 18/07/2002).

⁶³ Tony Clarke, « L'hégémonie des transnationales et ses mécanismes », dans Edward Goldsmith et Jerry Mander (sous la direction de), *Le procès de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2001, p. 137.

⁶⁴ Riccardo Petrella, *Le bien commun. Eloge de la solidarité*, Bruxelles, Labor, 1996, p. 61.

⁶⁵ Guillaume Duval, « L'ère du *Big business* », préface au livre de Walter Bouvais et David Garcia, *Multinationales 2005. Enquête sur les multinationales*, Paris, Danger Public, 2005, p. 5.

⁶⁶ Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*, Paris, Exils Editeur, 2000, p. 374.

⁶⁷ Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Flammarion, département Aubier, 2003, p. 336.

économiste de la « troisième voie » à la française et administrateur chez Telecom Italia, n'hésite pas, quant à lui, à le marteler : le marché est « non seulement indifférent mais allergique au gouvernement »⁶⁸.

Si la convergence politico-idéologique des autorités publiques et du monde de l'industrie ne doit, en effet, rien au hasard, elle n'autorise pas davantage à conclure en l'existence d'un improbable complot ourdi de l'extérieur par on ne sait quel « *grand capital* ». Ces affinités électives doivent plutôt être pensées, comme l'aurait dit Bourdieu, comme le résultat d'une orchestration non dirigée d'habitus d'agents partageant des trajectoires professionnelles, sinon identiques, à tout le moins similaires, et assurant par là même l'intégration des diverses fractions dirigeantes. La communauté de vues fédérant au plus haut niveau de décision responsables politiques et milieux d'affaires est à cet égard emblématique des articulations le plus souvent non vues entre État et marché. Celles-ci prennent notamment la forme d'une circulation ininterrompue de certains dirigeants entre les sous-espaces du politique et de l'économique ; circulation ininterrompue illustrée par la trajectoire – aussi caricaturale qu'elle puisse apparaître – de quelques anciens commissaires européens qu'ils soient « libéraux », « démocrates-chrétiens » ou « socialistes ». Le constat du passage d'un très grand nombre d'anciens responsables dans le monde de l'entreprise privée ne rend-il pas, par conséquent, scientifiquement intenable la distinction de nature, sinon de principe, entre économie et politique, marché et État ?

Pour en revenir à l'ERT, cette organisation se présente officiellement comme un organisme de réflexion chargé d'aborder les problématiques majeures liées à la question de la compétitivité du continent ; d'identifier les facteurs de crise faisant éventuellement obstacle aux projets de réformes libérales ; d'examiner, enfin, la façon dont il conviendrait d'engager certaines politiques favorables à l'éclosion d'une Europe plus dynamique, ouverte et concurrentielle. Désireux de faire partager leurs projets aux autorités publiques, les dirigeants de l'ERT publient le résultat de leurs recherches sous forme de rapports et débattent régulièrement de leurs propositions avec les responsables de la Commission, du Conseil des ministres ou encore du Parlement européen.

Voilà donc pour le discours officiel. Mais l'Histoire retiendra aussi et surtout que l'ERT, inspirée de la *Business Roundtable* américaine, a été mise sur pied en 1983 par Pehr Gyllenhammar, alors PDG de Volvo, mais surtout à l'initiative et sur le conseil des commissaires Etienne Davignon (passé des Affaires industrielles à Suez) et François-Xavier Ortoli (passé des Affaires économiques et financières à Total). Et nombreux ont été, par la suite, les commissaires à avoir siégé dans les conseils d'administration de l'un des quarante-cinq trusts européens représentés au sein de l'ERT. On songera en particulier à Jacques Santer (RTL Group), Leon Brittan (Unilever), Mario Monti (Fiat), Yves de Silguy (Suez), Frits Bolkestein (Shell), Chris Patten (Cadbury Schweppes), Neelie Kroes (MM02, Volvo, Thales) ou encore Karel Van Miert (Philips, Rabobank, RWE, Agfa-Gevaert, Vivendi, Carrefour, BAT Industries). Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché ce dernier dirigeant d'affirmer, je cite, que « si on n'y prend garde, on évoluera vers un système économique très différent, vers une économie de pouvoir plutôt qu'une économie de marché »⁶⁹...

« Influence », « pression », « immixtion », « instrumentalisation » voire même « corruption », les termes se renforcent mutuellement et, avec eux, l'implicite dont ils sont porteurs : celui de l'extériorité des entreprises privées et de l'État. Cette dissociation factice, version hérétique de la dichotomie économie/politique, ne prend, une fois encore, que le simple contre-pied d'une pensée de pouvoir dont elle partage les présupposés. Généralement qualifiée de pluraliste-démocratique, cette sociologie de l'hétérogénéité des

⁶⁸ Jean-Paul Fitoussi, *La démocratie et le marché*, Paris, Grasset, 2004, p. 13.

⁶⁹ Propos recueillis par Dominique Berns et André Riche, « Karel Van Miert : □ L'Europe manque de leaders □ », *Le Soir*, 28 septembre 1999, p. 9.

élites est au principe de la configuration de l'Etat comme arbitre impartial assurant le juste équilibre entre toutes les forces sociales en présence. Descendante en ligne directe d'un paradigme déterminé, celui de la concurrence pure et parfaite qui hantait déjà les esprits des économistes classiques, elle témoigne, à sa façon, de l'héritage libéral dont est porteur la dénonciation des lobbies. Dès lors que l'inaction des autorités publiques – impuissantes face à la pression présumée des *lobbies* d'affaires – se voit marquée du sceau de l'inconscience devant la menace que fait peser sur le monde la marchandisation, l'État, coupable mais pas responsable, est en toute logique condamné à la peine minimale : celle des seuls travaux d'intérêt général.